

Les essais

ÉCONOMIE, HISTOIRE ET POLITIQUE, Rodrigue Tremblay,
INDÉPENDANCE ET MARCHÉ COMMUN QUÉBEC-ÉTATS-UNIS,
Éditions du Jour, 1970, 127 pages.

Pierre Villon

Volume 12, numéro 5-6, septembre-décembre 1970

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60740ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villon, P. (1970). Compte rendu de [Les essais / ÉCONOMIE, HISTOIRE ET POLITIQUE, Rodrigue Tremblay, INDÉPENDANCE ET MARCHÉ COMMUN QUÉBEC-ÉTATS-UNIS, Éditions du Jour, 1970, 127 pages.] *Liberté*, 12(5-6), 90-99.

Les essais

ÉCONOMIE, HISTOIRE ET POLITIQUE

Rodrigue Tremblay, **INDÉPENDANCE ET MARCHÉ COMMUN QUÉBEC-ÉTATS-UNIS**, Éditions du Jour, 1970, 127 pages.

Cet ouvrage présente sous un jour particulièrement favorable non seulement l'idée d'un Québec séparé et souverain, mais encore celle d'un marché commun Québec-Etats-Unis. L'auteur est diplômé de plusieurs universités, professeur d'économie et de finance internationale à l'Université de Montréal. A prendre au sérieux, par conséquent, d'autant plus qu'il présente son « manifeste économique » avec un sang-froid et une largeur de vue qui ont beaucoup de mérite. Indépendamment de ses choix politiques, le lecteur ne pourra qu'opiner du bonnet devant le souci d'interrogation méthodique de l'auteur. « Personne en effet n'aime s'engager dans de grandes décisions à l'aveuglette. Seuls les irréfléchis et les manipulateurs politiques n'hésitent pas à tenter les entreprises les plus risquées les yeux bandés, en se payant le luxe de faire supporter leurs erreurs par les autres une fois reposée la poussière du moment. » Personne, je pense, ne discutera davantage l'analyse de la situation économique du Québec et des Québécois francophones, telle qu'elle est présentée dans ce livre mince mais dense. Cette analyse dérive évidemment de postulats bien définis, en gros, ceux qu'on trouve dans le programme du Parti Québécois, mais à partir de là Rodrigue Tremblay choisit son propre chemin, rejetant « un vague pro-

jet de réintégration commerciale et monétaire avec le reste du Canada, une fois l'indépendance réalisée, par le truchement d'une monnaie commune, d'une même banque centrale et d'une politique tarifaire uniformisée... *parce que la formule proposée, au mieux, n'améliore nullement la situation économique présente du Québec sur ce continent* ».

On ne niera pas qu'il faut actuellement beaucoup de courage pour préconiser un marché commun Québec-Etats-Unis. La nationalisation des grandes entreprises américaines se poursuit à un rythme accéléré lorsqu'elles sont installées hors des frontières des Etats-Unis. Un peu partout et dans presque tous les milieux règne un anti-américanisme exacerbé. L'économie de nos gigantesques voisins montre les signes non équivoques d'une crise grave et peut-être (quoi qu'en disent les économistes) fatale à son système politique centenaire et figé. Mais Rodrigue Tremblay se prononce nettement, franchement, et en parfaite connaissance de cause. Son but n'est pas de mettre en garde contre les inconvénients découlant de la création du marché commun, mais de présenter les avantages que le Québec peut en retirer.

Les arguments de l'auteur pèsent certes leur poids. La stabilité financière et monétaire étant indispensable à la survie de l'économie québécoise, l'aide américaine est essentielle dès les débuts. Mieux ! pratiquement, l'accord du gouvernement des Etats-Unis doit être obtenu avant la séparation du Québec de la Confédération canadienne ! (Voir page 79.) Ainsi, lorsque les capitaux spéculatifs qui se trouvent au Québec prennent la fuite vers les Etats-Unis, le gouvernement américain reprette au Québec les fonds transférés. La parité entre le dollar américain et le nouveau dollar québécois est maintenue grâce à l'utilisation judicieuse du Fonds de Stabilisation des changes.

Cette stabilité, cette collaboration auront pour conséquence, selon l'auteur, le relèvement des salaires des Québécois, tandis que, simultanément, les prix des biens de consommation diminueront. En effet, actuellement, le Québec est victime de la politique protectionniste d'Ottawa, faite sur mesure pour servir les intérêts de l'Ontario.

Je suis de ceux, très nombreux, dont l'« oeil non averti, cantonné dans l'analyse statique des phénomènes économiques, peut être terrifié de constater que les exportations québécoises vers le reste du Canada, en 1961, représentaient 31,1 pour cent de la production manufacturière, ou quelque 22 pour cent du produit national brut du Québec ». Selon Rodrigue Tremblay, la peur de perdre ce marché est injustifiée, parce que les exportations québécoises vers le reste du Canada se composent principalement de produits de consommation (vêtements, chaussures, tabac, etc.). Ces produits seraient actuellement en régression, et leur coût trop élevé parce que fabriqués en petites quantités. L'énorme marché américain permettrait donc un développement de la production québécoise des biens de consommation. De plus, le Québec a exporté aux Etats-Unis, en 1969, pour environ \$3.3 milliards de papier-journal, pâte à papier, minerai de fer, aluminium, amiante, bois, etc. Exportations qui ne peuvent qu'augmenter, compte tenu des formidables besoins de la machine industrielle américaine.

Sans aucun doute, la thèse soutenue dans cet ouvrage provoquera beaucoup de discussions. Entre économistes d'abord. Entre ceux qui pensent qu'il est impossible de séparer économie et politique, et qui ne seront pas d'accord sur la dose exacte de l'une et de l'autre utilisable dans la pratique. Le reproche principal qu'on peut adresser à l'auteur réside cependant autre part. Il ne prend sérieusement en considération ni les changements qui se produiraient dans le reste du Canada après la séparation du Québec, ni les problèmes de l'économie américaine, ni la concurrence que feraient aux produits de consommation québécois, aujourd'hui plus ou moins protégés, les produits européens et asiatiques.

Ainsi, page 88, l'auteur écrit : « Alors même que le reste du Canada a entrepris une guerre des nerfs avec les Etats-Unis au sujet d'une éventuelle politique continentale des ressources, il apparaîtra à tous combien précieuse sera pour les Etats-Unis l'assurance d'un accès à nos forces motrices et à nos ressources de matières premières... » Il semblera encore plus évident à tous qu'en cas de séparation, le Canada, amputé

du Québec, changera complètement sa politique économique. En fait, un marché commun Canada-Etats-Unis serait inévitable, et le partenaire québécois paraîtrait alors secondaire aux yeux des intérêts Américains, quoi qu'on en dise.

D'autre part, en ce qui concerne la production manufacturière québécoise, à part des secteurs très limités, pourrait-elle sérieusement concurrencer sur le marché américain la production espagnole, italienne, japonaise... et canadienne? Et dans l'affirmative, serait-ce au prix de la stagnation des salaires au Québec?

Enfin, le capitalisme américain, s'il restera toujours à l'affût des bonnes affaires et des ressources naturelles étrangères, ne va-t-il pas faire un effort désespéré, avant qu'il ne soit trop tard, pour enrayer le chômage à domicile, relever le niveau de vie, rapidement, d'une trentaine de millions de défavorisés et de désespérés? Les signes semblent indiquer (voir le problème des textiles japonais) que les Etats-Unis peuvent très bien s'engager sur le chemin du protectionnisme. Que pourrait-on, alors, espérer tirer du marché commun? Les économistes ont la parole. Mais je ne leur envie pas leurs responsabilités!

* * *

Andrei Amalrik, L'UNION SOVIÉTIQUE SURVIVRA-T-ELLE EN 1984? Éditions Fayard, 1970, 130 pages.

Depuis le temps que les preuves s'accumulent, les civilisations savent qu'elles sont mortelles et les sociétés qu'elles dégénèrent. Les hommes ont aussi une très bonne idée de l'art et de la manière de faire tomber un gouvernement, de mettre la main sur les postes de commande de l'Etat. A condition, toutefois, que l'Etat soit féodal ou capitaliste de nature.

Vu leur récente entrée en scène, les sociétés qui se réclament du socialisme ou du communisme n'ont pas encore trouvé leur Marx, leur Lénine ou leur Mao. Mais elles les trouveront, de mauvais gré d'ailleurs, comme toutes celles qui les ont précédées. Le petit livre d'Andrei Amalrik fait partie

des signes avant-coureurs, et c'est à ce titre qu'il est intéressant. En effet, si nous ne manquons pas d'études sur la société soviétique, Amalrik a travaillé sur place, de l'intérieur. Il a eu de sérieux ennuis, bien entendu, mais on peut croire que le Kremlin partage ses inquiétudes. A noter, en passant, que le régime tolère les discussions quand elles portent sur certains problèmes reliés à l'humanisme — par exemple, le problème de l'aliénation de l'homme pris dans l'engrenage social. C'est une soupape de sécurité et un moyen efficace, quoique sans danger pour le pouvoir établi, d'augmenter le rendement, l'efficacité des individus et des organismes.

On se demande volontiers si le Canada existera encore en 1984, si les Etats-Unis seront encore une puissance mondiale, mais l'URSS ? Elle n'a que cinquante ans à peine ! . . .

Amalrik se charge de balayer notre étonnement. Il gratte vigoureusement la dure et épaisse croûte des chiffres et des mensonges officiels. Et ainsi apparaît à la surface la société soviétique réelle, contemporaine. On n'est pas étonné outre-mesure . . . Mais, cette fois-ci, on est du moins certain que les travaux de l'auteur n'ont pas été financés, directement ou non, par la CIA . . .

Amalrik voit deux grands dangers. D'abord, le bureaucratisme qui sclérose le pouvoir, donne naissance au mécontentement passif et latent de la grande masse des citoyens, jette sur toute activité un voile de léthargie. Le tableau ainsi brossé n'est pas sans évoquer les dernières années du tsarisme. Plus encore que la bureaucratie, les Soviétiques semblent craindre, tout comme les Américains, le fameux « péril jaune ». Sauf qu'effectivement, dans un avenir très proche, pense Amalrik, les Chinois voudront rentrer en possession des immenses et riches territoires arrachés par les tsars à l'Empire chinois. L'URSS aura alors le choix entre deux solutions. L'engagement militaire total, qui aurait de plus l'avantage de régénérer une société en décadence, mais donnerait à l'Armée une voix décisive dans les affaires de l'Etat. Ou bien alors, la perte de territoires, de prestige, et le pourrissement intérieur. De façon ou d'autre, pas très satisfaisant. Troisième solution possible : la réforme des institutions et du régime. Pour le moment, rien de tel en vue.

Gilles Lebel, **HORIZON 1980, UNE ÉTUDE SUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC DE 1946 À 1968 ET SUR SES PERSPECTIVES D'AVENIR.** Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec 1970. 263 pages.

Le ministère québécois de l'Industrie et du Commerce se penche avec sollicitude, et inquiétude probablement, sur les problèmes relatifs au développement économique de la province. Il ne peut le régenter, mais dispose quand même d'un certain nombre d'instruments utiles et parfois efficaces. Parmi ces derniers on doit compter les études fort complètes concernant les divers secteurs industriels, ce qui nous a donné la série « Regards sur l'industrie québécoise ». Le ministère était cependant conscient de la lacune que représentait l'absence d'un ouvrage d'ensemble, de synthèse. Cette lacune n'existe plus grâce à ce livre, dont l'auteur est Directeur général adjoint à la Direction générale de l'économie industrielle, et responsable de la Direction des études économiques.

Dans sa présentation, le sous-ministre adjoint, monsieur Claude Descoteaux, signale que ce travail, entrepris pour des fins administratives, pourrait susciter l'intérêt de personnes qui évoluent dans le monde de la finance, de l'industrie, de l'université, etc... C'est beaucoup de modestie ! En fait, c'est dans le monde de la politique qu'il fera son chemin. L'ouvrage a déjà servi de fondations à bon nombre de livres et de déclarations d'hommes politiques, en ce qui concerne, par exemple, l'éventuel statut politique et économique du Québec par rapport au reste du Canada et des États-Unis. « Horizon 1980 » est remarquablement clair et facile à suivre, même pour le lecteur dont l'horizon se situe au niveau de son portefeuille. Voilà un livre d'une énorme richesse, et pas seulement pour ses recherches économiques et ses données statistiques. Voilà une mine d'idées à débattre, de possibilités à évaluer. L'auteur n'hésite certes pas à poser des questions. Quelle société souhaite-t-on ? À qui revient-il de décider ? Comment faire pour que les intéressés puissent être effectivement consultés sans pour autant nuire à l'efficacité de la machine politique ? Une nation peut-elle à la fois jouer sur

l'ouverture des frontières et l'indépendance nationale?... Et ces questions-là sont toutes posées à la seule page 121 !

Quelquefois, l'auteur prend des risques. Certaines de ces affirmations peuvent surprendre. Par exemple (tout au moins en ce qui me concerne). page 219 : « On doit donc sacrifier la stabilité et la routine d'une société qui ne change pas au désir de profit, au risque, à l'instabilité et à l'incertitude, ces valeurs étant propres à une société en croissance. » Mais c'est question d'opinion. De choix de mots, peut-être. Ce livre est à posséder et à utiliser constamment.

* * *

GROULX, Lionel, **MES MÉMOIRES** (tome 1), Fides, Montréal, 1970, 437 pages.

Ce sont des souvenirs parfois charmants, attendrissants, quelquefois émouvants. On chercherait en vain des révélations fracassantes. C'est d'une extrême prudence. D'ailleurs, dans le document de sa main, qui avait pour lui valeur testamentaire, daté du 18 août 1958, Lionel Groulx posait comme condition préalable à la publication de ses mémoires la consultation de « personnes prudentes, averties ».

Que peut-on retenir de ces mémoires rédigés sur le tard, et non au fil des années ou des événements ? A la première lecture, assez peu de choses. Mais il faut y revenir et surveiller les détails. Bien entendu, comme on s'y attendait, l'historien expose sa conception de l'Histoire, sans fanfare et sans prétentions, fixant lui-même, parfois assez rudement, ses limites. Rejetant le rôle de prophète. Parfaitement au courant des reproches justifiés qu'on a pu lui adresser. Faut-il absolument trouver dans ce premier tome des mémoires une clef au nationalisme de Lionel Groulx ? Pas indispensable, mais combien tentant ! S'il le fallait absolument, donc, je la trouverais pour ma part dans le voyage qu'il effectua en Europe entre 1906 et 1909. A Rome comme à Paris sévissait alors la rage anticléricale. Or, quand l'abbé en parle, c'est avec une exaspération, une violence qui tranche nettement sur le ton général. Le souffle épique lui revient, voyez page 120 : « Ces

défis à la papauté dans une presse ordurière, ces débats au Monte Citorio, débats démagogiques, scandés de pugilats, pour la suppression de l'enseignement du catéchisme dans les écoles, ces défilés de la pire populace, à travers les rues de la ville, pour la glorification du triste Giodano Bruno, défilés scandaleux organisés, menés malgré les autorités gouvernementales et où nous entendîmes au Campo du Fiori, un M. Prodecca, conseiller municipal juif, rédacteur de l'*Asino*, s'écrier « qu'il fallait poursuivre la guerre contre la prêtraille avec l'enthousiasme qu'apportaient les païens contre les chrétiens des premiers siècles... », tous ces signes et manifestations nous faisaient penser malgré nous à quelque Vésuve tout plein de grondements sinistres. »

La France l'a exaspéré aussi, plus souvent qu'à l'occasion, et pas seulement celle des mangeurs de curés. Quand le futur historien entend l'évêque d'Orléans s'écrier à la tribune : « Mais que ferait Dieu sans la France ! » il entrevoit certainement les limites extrêmes de la sottise et du chauvinisme.

Enfin, visite brève en Angleterre sur le chemin du retour, amère surprise : « Londres nous laisse... une impression bien faite pour humilier en nous le sentiment français... Commentaire admiratif, respectueux, sans aucune servilité. (Page 168)

Significatif, pour le moins...

* * *

GABOURY, Jean-Pierre, **LE NATIONALISME DE LIONEL GROULX — ASPECTS IDÉOLOGIQUES**. « Cahiers des Sciences Sociales », no 6, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, 228 pages.

Les luttes politiques, idéologiques se nourrissent de textes, sacralisés de préférence. La quantité des textes comestibles est inversement proportionnelle à la quantité des êtres humains qui participent à ces luttes. C'est ainsi que les penseurs-pondeurs du siècle dernier écrivaient pour quelques milliers de lecteurs, tandis qu'en Chine, pour le moment, un mince volume à couverture rouge semble suffire aux besoins d'un

bon demi-milliard de combattants idéologiques actifs. Et, tant qu'on y est, pourquoi ne pas déduire aussi que la politisation rapide d'un grand nombre de Québécois, depuis une dizaine d'années, va entraîner fatalement une réduction dans le volume de textes pratiquement utilisables dans leurs propres luttes idéologiques ? D'où multiplication de pamphlets (pompeusement baptisés livres, parfois). D'où multiplication d'ouvrages explicatifs, pas trop épais (quant au nombre de pages, s'entend...), ayant pour but de mettre à la portée du plus grand nombre le contenu de vastes monuments livresques bâtis autrefois ou même récemment à l'usage d'une clientèle restreinte. Le problème est évidemment de garder les propriétés nutritives des textes ainsi réduits et de leur assurer une bonne conservation.

On sait où se situe, quantitativement, l'oeuvre de Lionel Groulx. Plutôt loin de nos capacités de lecture, même si on s'en cache soigneusement. Et comme elle entre au purgatoire, cette oeuvre, le livre de M. Gaboury devient doublement utile.

Les admirateurs de l'éminent historien et maître à penser ne seront pas contents du sort qui lui est fait. Car M. Gaboury est terriblement sévère. A son avis, et il le prouve citations à l'appui, l'abbé Groulx professait les opinions suivantes : La démocratie repose sur des idées malsaines, par exemple, sur l'idée de souveraineté populaire. Le Canadien français a été placé par la Providence au bas de l'échelle humaine. (« Vouloir exceller partout, comme les Anglo-Saxons, autant qu'eux et sur les mêmes points qu'eux, c'est, pour le peuple canadien-français, une manifeste utopie. ») Le racisme découle naturellement du travail de Dieu. (« Dieu, qui a fait les races diverses, ne les a point également faites pour les mêmes activités, ni pour les mêmes triomphes... ») Un Etat doit être de préférence fasciste et dirigé par un chef unique. Après avoir prêté à Lionel Groulx, à tort ou à raison, de pareilles opinions, M. Gaboury finit sur une conclusion inévitable : La pensée de l'abbé est rétrograde et irréaliste ; l'abbé lui-même « apparaît la victime tragique des conditions qu'il a si énergiquement combattues ».

Le livre de M. Gaboury est pourtant le contraire d'une exécution sommaire. Un chapitre préliminaire fait le point sur les notions de nationalisme et de nation ; six chapitres couvrent autant de domaines particuliers : nation canadienne-française, nationalisme, humanisme, histoire, politique, économie. Les thèses de l'abbé Groulx s'en trouvent bien éclairées. Mais elles trouveront probablement, et rapidement, un partisan d'un autre éclairage. Ainsi aurons-nous un autre ouvrage, dans lequel il sera prouvé, textes à l'appui, que Lionel Groulx était à la fois un moraliste, un démocrate et un réaliste. L'Histoire reconnaîtra bien le sien...

PIERRE VILLON